

Alors que le régime Orbán a chuté et que la Hongrie semble se rapprocher à nouveau de l'Union européenne, il serait dangereux d'oublier quels sont les ressorts politiques, sociaux et économiques qui ont permis l'émergence du régime illibéral hongrois. Derrière le soulagement bruxellois et le retour des drapeaux européens pourraient rapidement réapparaître d'anciens malentendus, mais aussi de nouvelles désillusions.

Par Vincent Liegey, Ingénieur, chercheur interdisciplinaire, essayiste et conférencier autour de la Décroissance.*

Depuis l'annonce de la victoire de Péter Magyar, un immense soupir de soulagement semble traverser Bruxelles. Après seize années de pouvoir orbánien, beaucoup veulent croire au retour de la Hongrie dans le « camp européen ». Drapeaux européens dans les rues de Budapest, enthousiasme des jeunes générations, promesse de restauration de l'État de droit : le récit paraît déjà écrit.

Mais les relations entre la Hongrie et l'Union européenne ont toujours été plus complexes qu'on ne le raconte souvent depuis l'Europe de l'Ouest. Et les premiers échanges entre le nouveau pouvoir hongrois et Bruxelles montrent déjà que la fin de l'Orbanistan ne signifiera pas forcément la fin des malentendus, voire de nouvelles tensions.

Car la société hongroise est restée profondément pro-européenne... sans pour autant bien comprendre la dimension néolibérale de l'Union.

Le grand malentendu européen

L'entrée dans l'Union européenne en 2004 avait suscité un immense enthousiasme populaire. Pour beaucoup de Hongrois, l'Europe représentait une promesse de prospérité, de démocratie, de stabilité et de retour symbolique à l'Ouest après des décennies soviétiques puis une transition post-socialiste particulièrement brutale. Mais les désillusions ont été rapides.

Les gouvernements socialistes-libéraux des années 2000, pourtant soutenus sans ambiguïté par Bruxelles, ont mené des politiques de privatisations massives, d'ouverture accélérée aux multinationales occidentales sur fond de corruption et d'austérité particulièrement violente. Le scandale du discours de l'ancien Premier ministre Ferenc Gyurcsány en 2006, les violences policières qui suivent, puis la crise financière de 2008 vont profondément fracturer le pays.

Du même auteur, lire [Bienvenue en Orbanistan](#)

Des centaines de milliers de familles hongroises se retrouvent piégées par des prêts en devises étrangères, notamment en francs suisses mais aussi en euros, avec un forint qui s'effondre. Beaucoup basculent dans la précarité ou risquent l'expulsion. Dans le même temps, l'extrême droite du Jobbik explose, accompagnée de groupes paramilitaires et d'une vague de violences racistes et meurtrières contre les Roms.

C'est sur ce terreau social, politique et moral qu'Orbán revient au pouvoir en 2010 avec une majorité écrasante, dans un contexte où l'Union européenne peine encore à mesurer les conséquences politiques et sociales des années précédentes.

Orbán : critique du néolibéralisme et construction oligarchique

On oublie souvent aujourd'hui que les deux premières années du régime Orbán ont suscité un certain intérêt jusque dans une partie de la gauche critique des politiques néolibérales occidentales.

Expulsion du FMI, taxation des banques et des multinationales, renationalisations de secteurs stratégiques, plafonnement des prix de l'énergie, moratoire sur certaines expulsions : Orbán apparaissait alors pour certains comme un dirigeant réaffirmant une forme de souveraineté économique face aux dogmes du marché.

Mais très vite, cette critique du néolibéralisme s'est transformée en autre chose : une concentration autoritaire du pouvoir et la construction progressive d'un système oligarchique centré autour du Fidesz et de ses proches au service de la croissance capitaliste.

L'illibéralisme hongrois pourrait d'ailleurs se définir simplement comme un régime qui instrumentalise progressivement les institutions publiques — justice, médias, universités, marchés publics, administration — au service de l'enrichissement d'une caste loyale autour du pouvoir.

Au fil des années, ce système a profondément transformé le pays. Derrière une apparente stabilité politique et économique, beaucoup de Hongrois décrivent aussi un lent effondrement moral et démocratique : une société qui s'enferme dans le mensonge, la propagande permanente, la polarisation, la peur et parfois la haine. Une ambiance délétère qui a profondément marqué la vie publique, les relations sociales et même les sphères privées.

Les fonds européens eux-mêmes ont largement participé à cette stabilisation du système orbánien. Pendant plus d'une décennie, les financements européens et les investissements occidentaux — notamment allemands, en particulier dans l'automobile — ont irrigué une économie clientéliste permettant au régime de consolider sa base sociale tout en enrichissant une nouvelle caste politico-économique, s'assurant ainsi des victoires successives dans les urnes.

Pendant longtemps, Bruxelles a largement fermé les yeux.

Les critiques existaient pourtant : rapport Tavares en 2013, rapport Sargentini en 2018, alertes répétées sur les médias, la justice, les universités ou les droits fondamentaux. Mais ces critiques restaient largement symboliques, Orbán conservant de solides soutiens à Bruxelles, notamment au sein du PPE, tout en faisant preuve d'une réelle habileté technique, juridique et politique pour contourner, ralentir ou neutraliser les mécanismes européens de contrôle.

Le véritable tournant est venu beaucoup plus tard — lorsque la question de l'argent est entrée dans

l'équation.

Le rôle de plusieurs eurodéputés et rapporteurs, notamment Gwendoline Delbos-Corfield, a été central dans ce basculement. En reliant les attaques contre l'État de droit à la corruption systémique et au détournement des fonds européens, ils ont contribué à déplacer le rapport de force.

Une société hongroise très pro-européenne... mais pas néolibérale

Malgré seize années de propagande anti-Bruxelles, grossière, parfois violente, la société hongroise reste très largement pro-européenne. Même parmi les électeurs du Fidesz, l'attachement à l'Union européenne demeure fort.

L'Europe reste associée à des aspirations démocratiques, à la liberté de circulation, à des standards sociaux plus protecteurs et à une forme d'ouverture culturelle.

Les grandes mobilisations autour de Péter Magyar l'ont montré très clairement. Dans les rues de Budapest, les drapeaux européens étaient omniprésents, notamment parmi les jeunes générations.

Mais ce qui frappait tout autant, c'était la présence d'aspirations fortes à davantage de justice sociale, de services publics, point central de la campagne de Magyar, de protection écologique, de démocratie et parfois même d'intervention économique publique.

Et c'est peut-être là, alors que le drapeau européen a fait son retour au Parlement hongrois, que les prochains malentendus avec Bruxelles commencent déjà.

Car si Péter Magyar apparaît clairement comme pro-européen et démocrate libéral sur les questions institutionnelles, il ne semble pas vouloir abandonner complètement certains outils économiques hérités de l'ère Orbán.

Les premières tensions avec la Commission européenne apparaissent déjà autour des taxes spécifiques visant les grandes chaînes étrangères ou certaines multinationales, que Bruxelles considère contraires aux règles du marché intérieur.

Budapest souhaite aussi récupérer rapidement les fonds européens sans pour autant appliquer certaines réformes budgétaires ou économiques jugées socialement trop brutales, qui plus est dans un contexte économique compliqué.

Car derrière le retour du drapeau européen se profile déjà une autre question : celle de l'orientation économique que Bruxelles pourrait attendre du nouveau pouvoir hongrois.

La Commission européenne et plusieurs États membres poussent déjà vers davantage de discipline budgétaire, de réduction des déficits et de réformes structurelles. Autrement dit : une forme de retour à la rigueur budgétaire, voire à des politiques d'austérité, dans un pays pourtant déjà fragilisé

socialement et économiquement.

Or une partie importante de la population hongroise garde justement le souvenir douloureux des années 2000 : austérité, privatisations, endettement des ménages, déclin social et sentiment d'abandon.

Le paradoxe est donc saisissant : la société hongroise veut massivement rester européenne, mais pas nécessairement devenir le laboratoire discipliné du néolibéralisme bruxellois. La brutalité sociale de la fin des années 2000 semble parfois avoir été oubliée en Europe de l'Ouest.

Après Orbán : normalisation ou nouveau malentendu ?

L'Union européenne semble aujourd'hui vouloir tourner rapidement la page Orbán. La rencontre entre Ursula von der Leyen et Péter Magyar du 29 mai 2026 a d'ailleurs semblé très positive quant au déblocage progressif des fonds européens gelés depuis plusieurs années. Mais derrière cette normalisation rapide, plusieurs sujets de crispation qui, eux, sont loin d'être résolus, risquent de surgir : rôle de l'État, souveraineté économique, politiques sociales, remise en place de services publics de qualité, taxation des multinationales ou encore limites du marché unique européen.

La Hongrie de l'après-Orbán pourrait ainsi rester profondément pro-européenne... tout en contestant certains fondements économiques et politiques du projet européen actuel.

La défaite d'Orbán est aussi, en partie, le résultat de l'érosion des promesses de prospérité, de justice sociale, de protection des citoyens et de défense des services publics qui avaient accompagné son arrivée au pouvoir au début des années 2010.

En ce sens, la Hongrie apparaît peut-être moins comme une exception que comme un miroir grossissant des contradictions européennes contemporaines : entre aspirations démocratiques, critique du néolibéralisme, montée des forces illibérales et recherche d'alternatives sociales et écologiques.

Il serait par ailleurs dommage d'oublier le passé récent et de ne pas voir comment ce libéralisme a pu paver le chemin vers l'illibéralisme...

** Vincent Liegey est coordinateur de la [coopérative sociale Cargonomia](#) basée à Budapest, il vit en Hongrie depuis 23 ans, a travaillé à l'Ambassade de France en Hongrie et enseigne régulièrement à la Central European University, à l'Université Corvinus de Budapest ou à l'Université de Szeged. Co-auteur de [Sobriété \(La Vraie\) : Mode d'Emploi](#) et de [Décroissance, Fake or Not](#) (Tana Editions, 2023 et 2021) et du [Routledge Handbook of Degrowth](#) (2025).*